

Dorval Brunelle, dir., *Gobernabilidad y democracia en las Américas : teorías y prácticas*, Loja, UTP, 2007, 191 pages.

Introduction*

L'ouvrage que nous présentons au public est le résultat d'une initiative issue du Collège des Amériques (COLAM) et de l'Organisation universitaire interaméricaine (OUI). Cette initiative visait à faire connaître et à diffuser le résultat d'expériences de recherche et de formation portant sur la gouvernance démocratique qui ont été menées ces récentes années à l'instigation de quatre des huit Réseaux interaméricains de formation (RIF) qui ont été mis sur pied par le COLAM et dont les activités s'inscrivent dans le cadre de sa mission d'ensemble¹. Parallèlement, dans un souci d'élargir la perspective d'analyse en prévision de la poursuite, de l'approfondissement, voire de l'extension des travaux en cours, le COLAM a fait appel à l'Observatoire des Amériques qui s'est vu confier deux mandats précis. En premier lieu, il s'agissait de présenter un cadre d'analyse général et d'effectuer un survol du sens et de la portée de l'expression « gouvernance démocratique » à l'intérieur du système interaméricain et, en particulier, de l'Organisation des États américains (OEA) et, en deuxième lieu, il s'agissait de favoriser les échanges entre les réseaux et l'observatoire de manière à enrichir les discussions théoriques, épistémologiques et pratiques autour de la notion de gouvernance.

Les contributions ici rassemblées, tout comme les projets de recherche et de formation dont elles s'inspirent, font partie d'un programme consacré à la gouvernance démocratique dans les Amériques financé sur cinq ans (2006-2011) par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). À son tour, ce programme découle des engagements intervenus entre les chefs d'État et de gouvernement lors des sommets des Amériques tenus successivement à Québec, en 2001, à Monterrey, en 2003, et à Mar del Plata, en 2005. Il y a donc une continuité et une filiation entre les engagements qui ont été souscrits au plus haut niveau politique, leur mise en forme dans des programmes par les administrations publiques et, en fin

* L'auteur tient à remercier Yalina Molina Blandon dont les résumés en espagnol des contributions au collectif ont été incorporés à la présente introduction.

¹ « Le Collège des Amériques est un programme de l'OUI qui a pour objectif général de favoriser la coopération entre les universités du continent américain à travers la création de réseaux de formation et de recherche, ayant pour but d'appuyer l'intégration et le développement des sociétés nationales, en accord avec les principes d'équité, de qualité, de pertinence et d'efficacité acceptés par les pays des Amériques.» Texte tiré du site officiel de l'OUI : http://www.oui-iohe.qc.ca/colam/apropos-colam_fr.aspx

de parcours, leur mise en œuvre dans un ensemble de projets. La présente publication vise donc à la fois à rendre compte du résultat des travaux menés dans des réseaux ayant chacun leur fonction et mission propres, mais elle vise aussi et surtout à montrer à quel point la réflexion sur et autour de la notion de gouvernance menée à l'instigation des uns et des autres à partir de leur expérience propre a pu bénéficier des discussions et des échanges entre les responsables de RIF, d'une part, Patricia Gudino, directrice du COLAM et Alexandra Ricard-Guay, de l'Observatoire des Amériques, de l'autre.

Le défi à relever consistait à dépasser l'isolement dans lequel chacune de ces expériences aurait pu se retrouver, de faire ressortir les éléments communs susceptibles d'enrichir la théorie et la pratique de la gouvernance démocratique, non seulement en Amérique latine, là où les RIF ont mené et mènent toujours leur action, mais bien dans l'ensemble des Amériques pour lesquelles ces innovations peuvent avoir la plus grande utilité et la plus grande portée. En d'autres mots, il s'agissait d'apporter une modeste contribution afin de surmonter le clivage Nord-Sud qui entrave encore la circulation des expériences et des idées entre les deux hémisphères, en montrant à quel point certaines initiatives implantées en Amérique latine sont riches d'enseignement et peuvent contribuer à faciliter l'émergence de cette *interaméricanité* qui est au centre de la mission du COLAM et de l'OUI, et aussi, bien sûr, de l'Observatoire des Amériques.

La présente publication doit donc être vue comme un jalon dans un travail collectif en cours (*work in progress*), travail qui devrait, dans la meilleure des hypothèses, donner lieu à d'autres expérimentations et à d'autres publications à l'avenir.

Pour les fins de la présentation de ce premier résultat de nos collaborations, deux thèmes seront abordés rapidement. Nous allons présenter chacune des contributions au collectif et, par la suite, nous reviendrons sur les acquis et les limites du projet dans son état actuel, afin d'avancer quelques pistes de réflexion en prévision de la poursuite des travaux à l'avenir.

Présentation des contributions

Le recours à la notion de gouvernance, comme chacun sait, a connu une extension phénoménale au cours des dernières décennies. Alors que le mot était à peine utilisé, il y a vingt ans, aujourd'hui un moteur de recherche connu donne plus de 73 millions d'occurrences en anglais, un peu moins de

10 millions en français et moins de 4 millions en espagnol². En revanche, l'expression « gouvernance démocratique » est d'usage beaucoup moins courant puisqu'on lui accorde 1,5 million d'occurrences en anglais, 500 000 en espagnol et seulement 185 000 en français. C'est dire que la connexion sémantique entre *gouvernance* et *démocratie* est beaucoup plus forte (rapport de un à huit) pour les locuteurs castillans, que pour le monde anglophone (rapport de un à 48) ou le monde francophone (rapport de un à 54)³. Ceci ne veut pas du tout dire que l'emploi de l'expression soit dénué d'ambiguïtés ou de contradictions, comme le soulignent avec éloquence toutes et chacune des contributions au présent collectif.

C'est pourquoi, devant la difficulté que représentait l'établissement d'un accord préalable sur une définition commune de la notion de gouvernance et sur la signification de l'expression « gouvernance démocratique », il a été convenu, lors d'une rencontre de travail tenue à la Universidad Particular Tecnica de Loja, en Équateur, en novembre 2006, que le responsable de publication préparerait une présentation critique de cette notion. Il allait de soi toutefois que le recours à cette approche critique ne devait pas être interprété dans le sens polémique et négatif du terme, mais bien au sens littéral qu'on lui confère chez les philosophes grecs de l'Antiquité, qui renvoie plutôt à l'idée de fournir un grand nombre d'éléments à partir desquels on sera capable de former un jugement plus éclairé sur les nombreuses significations du concept. Cet exercice ne devait donc ni préjuger du travail qui serait mené par les autres contributeurs ni prétendre leur fournir un cadre d'analyse. Il devait plutôt présenter les éléments théoriques et historiques susceptibles d'éclairer quelques-unes des multiples facettes d'une notion complexe, étant entendu que les auteurs demeureraient parfaitement libres d'en traiter à leur guise en vertu des normes et des pratiques en vigueur dans leur propre domaine de recherche et d'intervention.

Cet exercice apparaissait d'autant plus incontournable que le contenu de la notion de gouvernance est souvent imprégné de normativité, en ce sens que la gouvernance renverrait à un mode de gestion ou à des pratiques qui s'inscriraient d'entrée de jeu à l'intérieur du registre de la positivité, par opposition au gouvernement, en l'occurrence, qui, depuis quelques lustres en tout cas, relèverait plutôt quant à lui du registre de la négativité. Cette normativité ressort d'ailleurs avec encore plus de force quand on a recours à

² En espagnol, c'est le mot *governabilidad* qui est le plus utilisé, tandis que le mot *governanza*, ne totalise que 885 000 fréquences. Ajoutons que le mot figure depuis peu au *Diccionario de la Lengua Española de la Real Academia*.

³ Notons que l'expression « *governanza democratica* » apparaît 24 500 fois, ce qui nous donne un rapport de un à 37 avec *governanza* seul, un rapport comparable cette fois avec celui que nous avons en anglais et en français.

l'expression « gouvernance démocratique » qui apparaît toujours préférable à un gouvernement, fut-il démocratique par ailleurs.

C'est dans cette perspective d'ensemble qu'il convient de situer l'angle d'approche qui a été retenu par le responsable de publication dans sa contribution au présent collectif. Son objectif a été de fournir des instruments susceptibles de cerner quelques-unes des nombreuses facettes de la notion de gouvernance en insistant, en particulier, sur sa dimension politique de manière à la situer dans la chaîne d'autorité et parmi les modalités d'assouplissement des modes de gestion mis en place à l'heure actuelle. Cette contribution comprend trois parties portant respectivement sur les différences de base entre la notion de gouvernement et celle de gouvernance, sur la présentation succincte de trois cadres théoriques et, enfin, sur le rôle et la place du politique dans l'exercice du pouvoir. En conclusion, l'auteur cherche à mettre en lumière quelques prolongements empiriques des développements théoriques effectués.

La deuxième contribution, celle de Yalina Molina Blandon, prend la relève là où la précédente finissait, c'est-à-dire que, non seulement traite-t-elle, comme son titre l'indique, de la gouvernance dans les Amériques, mais elle traite surtout de la gouvernance démocratique. Le texte est divisé en deux grandes sections portant respectivement *sobre el marco teórico y la delimitación del concepto de gobernabilidad en el sistema interamericano y sobre el proceso de consolidación de la gobernabilidad democrática en las Américas con sus principales instrumentos regionales. En la primera sección, la autora hace un breve análisis de la noción de gobernabilidad y sus diferentes componentes para posteriormente presentar los principales instrumentos regionales que tienen como objetivo la promoción de la gobernabilidad democrática en la región. Ella plantea también el contexto histórico y social para explicar el interés por la calidad de la gobernabilidad en las Américas, y presenta algunos indicadores de medición de gobernabilidad. En cuanto a la segunda sección, la autora analiza la consolidación de la gobernabilidad democrática en la región latinoamericana a través de los principales instrumentos regionales en materia de gobernabilidad, de los instrumentos regionales en el marco de la OEA y finalmente de la gobernabilidad democrática en el proceso de las Cumbres de las Américas. En su conclusión, ella escribe: "si bien la reforma del Estado en un proceso de gobernabilidad es necesaria, esta debe ser el resultado de un consenso político y social, en función de la realidad local a fin de poder construir el modelo que sea el más adaptable a las necesidades locales. Se debe trabajar y centralizar los esfuerzos en la búsqueda de mecanismos que sean los más pertinentes para lograr tal acuerdo para la adopción de acuerdos o compromisos sobre los objetivos y resultados necesarios para un desarrollo sostenido y una mejor gobernabilidad".*

Quant aux contributions suivantes, elles traitent chacune d'une expérience pratique de gouvernance dans les Amériques engagées par quatre Réseaux interaméricains de formation du COLAM. *Así, en la primera de estas cuatro contribuciones, José Luis Tesoro subraya que el gobierno electrónico (e-Gobierno) puede constituirse en una poderosa herramienta para promover la gobernabilidad ya que favorece la participación en la gestión pública, la transparencia y la efectividad. El autor adopta una acepción amplia del concepto e-Gobierno, que incluye e-Administración, e-Servicios, e-Contratación, e-Transparencia, e-Gestión, e-Control, e-Ciudadanía y e-Democracia. El logro de los beneficios que ofrece el e-Gobierno tropieza sin embargo con notorias limitaciones en la mayor parte de los países de América Latina ya que se requiere además de la incorporación de tecnologías de información y de comunicación, de profundos cambios institucionales y culturales para la adopción de nuevos valores, actitudes, conocimientos, capacidades y habilidades de parte de los agentes del Estado. Es así como en el marco de un amplio proyecto centrado en la gobernabilidad surge la Red Interamericana de Formación en Gobierno Electrónico (RIF-GE) cuya finalidad es hacer viable los requerimientos formativos en e-Gobierno.*

En esta contribución se sintetizan las características de RIF-GE, su visión y contribución a la gobernabilidad democrática en los países de América Latina y del Caribe lo cual implica promover, inducir y acompañar un proceso de aprendizaje vinculadas al e-Gobierno tanto a nivel del Estado como también de la sociedad. Asimismo, se presentan algunos resultados de un estudio realizado sobre necesidades de formación en e-Gobierno que permiten identificar las insuficiencias o carencias de actitudes, conocimientos y habilidades de los funcionarios que puedan ser superadas a través de procesos de formación. El estudio realizado a través de entrevistas y encuestas, permite entrever a partir de la percepción de los entrevistados (funcionarios de diferentes niveles directivos) que el desempeño de e-Gobierno en la mayor parte de los países de la región estaría condicionado por el escepticismo y desconfianza con relación a las instituciones políticas, administrativas y de control. El autor considera entonces que un estudio de las necesidades de formación en e-Gobierno conduce a analizar el tema de la gobernabilidad y del potencial de las herramientas de e-Gobierno en la contribución a sustentar la gobernabilidad democrática en la región. A modo de conclusión, el autor resalta el trabajo realizado por la RIF-GE en el marco de los diferentes instrumentos regionales resultados de las Cumbres de las Américas y de la OEA que destacan la importancia de e-Gobierno como herramienta para el desarrollo de la gobernabilidad democrática en la región. Lo que se pretende, señala el autor, es plasmar entre otros, un modelo de gestión y estilo de trabajo que se sustenta en programas de formación en e-gobierno a fin de contribuir al fortalecimiento de la gobernabilidad

democrática en los países de América, inducir una práctica cotidiana de gobernabilidad y la utilización y aprovechamiento los recursos disponibles en la región para estos procesos de formación.

En el siguiente texto, Marcela Tovar analiza el régimen socio-político de los pueblos indígenas, texto en el cual la autora analiza tres temas centrales: la comunidad, la ciudadanía y la democracia. Según lo señala la autora, el punto de base en las democracias representativas es la igualdad de todos los ciudadanos, igualdad que frecuentemente se reduce a lo jurídico negando los derechos de sectores como son los pueblos indígenas que se encuentran constituidos como comunidades socioculturales y políticas distintas de la nacional. Los pueblos indígenas se identifican primeramente con su comunidad sociocultural de origen y seguidamente con el territorio. La pertenencia a una comunidad sociopolítica nacional vendría después. Para la autora se podría considerar que existe una doble ciudadanía: la indígena, en la que los miembros de la comunidad tienen un goce pleno de sus derechos generados en el régimen propio; y la nacional, en la que se encuentran excluidos en la práctica aunque en teoría se consideren ciudadanos de pleno derecho. En un claro desconocimiento e incomprensión de las instituciones y prácticas indígenas, los gobiernos ven esta doble ciudadanía como un problema de integración, para lo cual se han diseñado y aplicado políticas públicas con la finalidad de incorporar a los indígenas a la cultura e identidad nacional. Esto ha provocado que la relación de los pueblos indígenas con los gobiernos sea preponderantemente.

Asimismo, la autora analiza la relación entre los pueblos indígenas con el Estado, la cual está marcada por la discriminación y la exclusión. A ello debe agregarse que la existencia de dos regimenes de gobierno, el estatal y el indígena, crea problemas y constantes disputas ya que se crean y combinan prácticas y concepciones que proceden de dos sistemas distintos. Estos conflictos también se manifiesta en el ámbito jurídico y normativo en el que igualmente coexisten dos niveles de ejercicio de practicas jurídicas que se derivan de jurisdicciones distintas. La autora considera que es necesario entonces una articulación entre ambos sistemas, pero dicha articulación debe basarse en consideraciones de respeto de la diferencia cultural reconociendo la jurisdicción indígena que existe de facto. La autora finaliza su nota con algunas reflexiones sobre los temas que están pendientes en la agenda del Estado a fin de mejorar la relación con los pueblos indígena. Para resolver la relación de conflicto entre el Estado y los pueblos indígena es necesario que se reconozcan los derechos de ciudadanía referidos a sus regimenes sociopolíticos, sus derechos colectivos, las diferencias culturales y las raíces históricas que sustentan los gobiernos indígenas. Esto conlleva evidentemente a construir soluciones que rebasan el diseño actual de las estructuras y orden estatal. Y aunque no es posible avizorar las posibilidades

que tienen los pueblos indígenas de impulsar su reconocimiento y participar en la construcción de regímenes plurales e incluyentes, se advierte que los Estados nacionales enfrentan un reto histórico inédito. De la creación de espacios de diálogo dependerá que se pueda contribuir a la estabilidad y el reconocimiento de las ciudadanías múltiples en un ambiente de respeto y equidad mutua.

En cuanto a la contribución de Diana Maffia que trata sobre género y gobernabilidad democrática, la autora considera que muchos de los cambios políticos que se llevan a cabo para la democratización de las relaciones sociales no han tocado el tema de la naturalización de los estereotipos que justifican las jerarquías entre los géneros. Ninguna sociedad puede considerarse democrática si persisten inequidades profundas entre varones y mujeres. Por lo tanto hablar de género y de gobernabilidad democrática implica por un lado analizar desde una perspectiva de género los cambios sociales e institucionales que derivan de las relaciones entre el Estado y sociedad y por otra parte, evaluar las oportunidades que la gobernabilidad democrática ofrece al movimiento de mujeres en cuanto al logro de la equidad de género.

En su contribución, la autora hace una reseña de los avances de los derechos de las mujeres a través de los diferentes foros internacionales y menciona que una de las demandas que comenzó a organizarse fuertemente con respaldo de las Naciones Unidas es el reconocimiento de las mujeres como un colectivo que se encuentra en desventaja, por lo que se hace necesario reconocer que en todas las sociedades, ricas o pobres, la condición de mujer implica un factor de vulnerabilidad. Asimismo, puede observarse que aunque la extensión de la globalización imponen nuevas restricciones que dificultan el proceso de gobernabilidad democrática desde una perspectiva de género, también se pone de manifiesto que la extensión de tal proceso obliga a vincular la gobernabilidad no sólo con el desarrollo económico sino también con el desarrollo humano y que la gobernabilidad depende también de redes de actores con capacidad y medios de gestión y las mujeres comienzan a través de sus redes y organizaciones a mejorar sus herramientas de inclusión en las instituciones y a tener una mayor incidencia en las decisiones.

A pesar de ciertos avances alcanzados tal como se mencionan, las mujeres encuentran aún muchos obstáculos en el ejercicio de sus derechos humanos, en particular los derechos económicos sociales y culturales. Hay que reconocer que garantizar el cumplimiento de estos derechos requiere de inversión económica lo cual crea una brecha entre países ricos y pobres, que se interpreta como diferencias en las capacidades de desarrollo. A esta brecha económica se le suma la brecha de género que hace mucho más

difícil el ejercicio de los derechos de las mujeres en los países de América Latina. El movimiento de mujeres y el avance del feminismo han logrado a pesar de las dificultades que se presentan que los gobiernos definan una nueva institucionalidad capaz de canalizar las demandas de las mujeres. La necesidad de dar un enfoque de género a las políticas públicas es reconocido como necesario y en países como la Argentina es un principio constitucional lo que supone no sólo garantizar el acceso de las mujeres a los procesos de la toma de decisiones, sino también la incorporación de criterios compartidos que garanticen la equidad en la formulación, aplicaciones, seguimiento y evaluación de las políticas públicas en los diferentes campos sea social, político o económico. La autora considera necesario contar con indicadores adecuados para controlar la evolución e impacto de las medidas tendientes a lograr los planes de igualdad de oportunidades entre varones y mujeres, es decir que permitan contar con un monitoreo ciudadano. Como conclusión, Diana Maffia afirma que América Latina aún no se visualiza de manera suficiente una gobernabilidad con equidad, justicia y vigencia de los derechos humanos, lo cual afecta aún más a las mujeres por la falta de un marco adecuado que permita hacer viables las políticas para los programas de equidad. Tampoco se ha visualizado la importancia del movimiento de mujeres como actores fundamentales en el proceso de gobernabilidad y que persisten la utilización de estereotipos que recluyen a las mujeres al ámbito privado lo cual dificulta la construcción de estos movimientos que dialogan con el gobierno.

Finalmente, en su contribución sobre determinantes sociales de la salud, Alcira Castillo plantea algunas consideraciones sobre la gobernabilidad, su relación con el campo de la salud y los determinantes sociales que entran en juego y producen desigualdades e inequidades en el marco de las relaciones entre la sociedad, el Estado y la política social en salud. En su contribución, la autora reflexiona sobre la relación entre gobernabilidad y el respeto de los derechos humanos entre los cuales se encuentra el derecho a la salud y cuya efectividad y vigencia considera la autora, es indispensable en el ejercicio de una democracia ciudadana y en la vigencia de la gobernabilidad. La salud debe analizarse no sólo como un derecho humano sino también como bien público. Hoy en día, las sociedades asumen un rol protagónico en la demanda de políticas públicas destinadas a hacer valer su derecho a la salud y de protección social poniendo a prueba la capacidad de los Estados a satisfacer las demandas de la sociedad, es decir poniendo a prueba la gobernabilidad tanto en un plano nacional como local.

Para la autora, tanto la globalización como los procesos de reforma tienen un impacto en el campo de la salud ya que se articulan nuevos actores sociales y se crean nuevos fenómenos, tendencias, movimientos y escenarios sociales y políticos que deben integrarse en la formulación de políticas públicas para

la atención colectiva y pública de la salud. Alcira Castillo destaca el carácter paradigmático en el campo de la salud cuya promoción afirma ella, al ser social, política y cultural implica la participación coordinada de los movimientos sociales con la acción del gobierno para garantizar el derecho a la salud y su promoción. En su contribución, la autora analiza algunos determinantes sociales de la salud que contribuyen a identificar algunas desigualdades en el campo de la salud que podrían evitarse y considera necesaria la intervención de los actores sociales para poder reducir las inequidades y quienes deben asumir un papel político contribuyendo de esta forma a la gobernabilidad en los espacios locales, regionales y nacionales. Para finalizar la nota, la autora describe los aspectos de gobernabilidad en el sistema de salud de Costa Rica, en particular, se describe la experiencia del aseguramiento como un determinante social clave en el logro de objetivos de salud y las complejas realidades del sistema de salud en dicho país rescatando la cuestión de los actores sociales y su influencia en la definición de las políticas públicas. La autora muestra así algunas realidades a nivel local cuyos resultados pueden ser muy distintos cuando se analizan los temas a nivel nacional. En su conclusión, la autora nos dice que el tema de la salud contribuye al debate sobre la eficacia de la gobernabilidad democrática como proceso que crea las condiciones de participación ciudadana en la toma de decisiones en temas que afectan sus vidas o si simplemente se trata de una mera cuestión de retórica y discursiva plasmada en las políticas de salud.

Portée et limites de l'ouvrage

Les contributions rassemblées pour les fins de la présente publication couvrent en apparence des dimensions séparées et éclatées de la gouvernance. D'un côté, il est question de gouvernance à l'échelle globale dans le premier texte et de gouvernance à l'échelle hémisphérique dans celui de Yalina Molina Blandon, de l'autre, il est question de quatre réflexions sur la gouvernance menées par quatre experts à partir de leur grande familiarité avec les dossiers qui leur incombent et dont ils assurent le suivi. Ces apports à la gouvernance se distinguent aussi bien quant aux angles d'approche, aux méthodes, aux objectifs, de même qu'aux populations touchées. Diana Maffia propose une réflexion approfondie sur les enjeux de l'égalité entre les sexes, Marcela Tovar met en contexte les défis que pose l'intégration des populations autochtones à l'ordre politique dominant et Alcira Castillo se penche sur les rapports entre la gouvernance et les déterminants sociaux de la santé au Costa Rica, tandis que José Luis Tesoro fait état des percées et des réticences liées à la diffusion du recours au gouvernement électronique auprès de fonctionnaires et de la société civile. Or, malgré toutes les différences en termes de clientèles, de problématiques, de protocoles et de

contextes qui séparent ces situations les unes des autres, les finalités sont, au fond et en dernière analyse, essentiellement les mêmes. Il s'agit dans les quatre cas de recourir à la théorie et à la pratique de la gouvernance afin de faciliter l'inclusion des populations concernées à la sphère politique au sens le plus large de l'expression. Il s'agit, en d'autres mots, de mettre en place une démarche inclusive fondée sur une vision large de la citoyenneté et du droit, une démarche qui vise à surmonter la séparation introduite dans les pratiques dominantes entre droits politiques et droits sociaux.

On voit alors que, au-delà de ce qui les distingue les unes des autres sur les plans conceptuel et analytique, l'ensemble des contributions permet de jeter des passerelles entre les dimensions innovatrices ou émancipatrices des pratiques de gouvernance démocratique dans les Amériques et leur apport à l'élaboration d'une théorie de la gouvernance, voire d'une théorie de la gouvernance démocratique.

Pour la suite, à la manière de Rodolfo Apreda qui, dans « *The semantics of governance. The common thread running through corporate, public, and global governance* »,⁴ tente d'établir un socle sémantique (*semantic background*) commun entre trois niveaux de gouvernance, il serait intéressant de suivre plus avant le fil conducteur qui traverse et qui lie les réflexions, les critiques et les expériences de gouvernance démocratique mises en place dans les Amériques.

Pour l'instant, loin de former un corps constitué de préceptes, de recettes et de normes, la gouvernance est un domaine en devenir, un chantier pratique et théorique dont on doit chercher à repérer les principes de base, les règles, les modes d'exercice du pouvoir et les objectifs en portant attention aux expériences, aux compte rendus et aux réflexions critiques des organisations impliquées et de leurs membres. Dans l'état actuel de nos connaissances, la convergence entre les théorisations, les expériences et les expérimentations engagées respectivement au titre du gouvernement électronique, par les populations autochtones, par les femmes et par les intervenants en santé, que ce soit au niveau interaméricain, au niveau national ou au niveau local, se fait toujours attendre.

Les contributions rassemblées dans ces pages montrent à quel point la distance est encore grande entre l'analyse théorique et critique de la notion de gouvernance ou de la notion de gouvernabilité, et les pratiques innovantes engagées sur le terrain à travers la mise en place de nouvelles

⁴ University of CEMA, *Working Paper series*, no 245, septembre 2003. Cette référence et la proposition qu'elle contient demeure tout à fait valide même si l'auteur retient trois types de gouvernance qui ne correspondent pas à ceux dont il est question ici.

pratiques de gouvernance. Pourtant, nous voyons mieux maintenant, grâce aux analyses ici rassemblées, comment réduire cette distance et à quelles conditions nous pourrions y parvenir. Car la théorie de la gouvernance, aussi rigoureuse et critique prétende-t-elle être par ailleurs, ne pourra pas à elle seule opérer cette transmutation qui lui permettrait de servir d'outil de première main pour alimenter et nourrir les expériences de gouvernance sur le terrain si elle ne parvient pas à intégrer l'apport réflexif des exclus et des exclues de la sphère politique et de l'action militante que sont les populations autochtones, les femmes et les populations vulnérables, mais aussi, de manière plus générale, la société civile qui demeure par trop souvent coupée de son gouvernement et de ses appareils administratifs. En d'autres mots, il nous faut désormais construire une théorie ou une approche de la gouvernance qui incorpore directement en son sein une démarche fondée sur le genre et sur l'ethnie. En clair, cela veut dire qu'il faudrait désormais que nos théories et nos pratiques de gouvernance soient cadrées de telle sorte qu'elles sanctionnent la pleine égalité de tous les citoyens et de toutes les citoyennes, ainsi que la reconnaissance complète des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux.

Enfin, il faut également ajouter que, si nous devons aujourd'hui effectuer un détour par les expériences de gouvernance pour réconcilier des cohortes d'exclus avec la pratique politique dite « officielle », cela est essentiellement dû au fait que la sphère politique constituée n'a pas su intégrer, incorporer, ou tout simplement demeurer à l'écoute des exclus et des exclues en question. Or si, comme l'ont montré avec éloquence chacune des contributions issues des RIF, les expérimentations engagées sous l'égide de la gouvernance démocratique représentent des outils indispensables pour renforcer la démocratie et les pratiques démocratiques, comme l'imputabilité, la transparence et la participation, il n'en demeure pas moins que, en bout de ligne, ce sont les pratiques des gouvernements eux-mêmes qui devront être revues et adaptées au nouveau contexte créé par les revendications en faveur d'une plus grande démocratisation de l'ordre politique et social.